

LE CONGO, UN CONFLIT OUBLIÉ...

Numéro 4 Juin 2025 - Afrique Congo guerre par [Emmanuel Klimis](#)

juin 2025

Au cœur de l'Afrique, un territoire d'une étendue comparable à celle du continent européen recèle un sous-sol si riche en ressources minérales qu'on l'a parfois qualifié de scandale géologique ; il est aussi le berceau de centaines de groupes ethniques, aux langues et aux cultures aussi diverses que profondément enracinées. Propriété personnelle du roi Léopold II, puis [...]

Dossier

Le Congo, un conflit oublié...

Emmanuel Klimis

Dossier coordonné par Cristal Huerdo Moreno et Emmanuel Klimis

© Fondation Norbert Ghisoland

Au cœur de l'Afrique, un territoire d'une étendue comparable à celle du continent européen recèle un sous-sol si riche en ressources minérales qu'on l'a parfois qualifié de scandale géologique ; il est aussi le berceau de centaines de groupes ethniques, aux langues et aux cultures aussi diverses que profondément enracinées. Propriété personnelle du roi Léopold II, puis seule¹ colonie belge dans la première partie du XX^e siècle, ce pays a connu un régime dictatorial dans la seconde, avant de devenir, au cours de sa dernière décennie, le théâtre de ce que l'on a appelé la « Première Guerre mondiale africaine ». De nombreux Belges y sont nés, et en parlent encore avec nostalgie ; les traces des richesses tirées du passé colonial se retrouvent dans mille recoins de Bruxelles et au-delà. Notre capitale abrite d'ailleurs, dans sa commune d'Ixelles, le quartier de Matongé, qui emprunte son nom à un quartier de Kinshasa, capitale congolaise. En Belgique, le Congo est visible partout. Il fascine autant qu'il interroge, ou divise. Les tenants de l'« approche bilantaire »² de la colonisation s'opposent à ceux qui en rappellent les violences extrêmes, et les traces récurrentes de racisme structurel dans notre société belge. L'un des exemples les plus révélateurs est sans doute celui des conclusions de la récente « commission parlementaire chargée d'examiner l'État indépendant du Congo » et le passé colonial de la Belgique, qui n'ont pas pu être publiées, faute d'accord politique à ce sujet. Dans le reste du monde aussi, la République démocratique du Congo – ainsi nommée pour la distinguer de sa voisine occidentale, la République du Congo, souvent appelée Congo-Brazzaville en référence à sa capitale et à l'explorateur colonial dont elle porte le nom – est bien connue. Une renommée qui se fonde notamment sur sa forêt équatoriale, ses gorilles, son histoire coloniale, ses ressources naturelles, sa position géostratégique cruciale au cœur de l'Afrique, et sa mauvaise gouvernance, si l'on en croit les suggestions des moteurs de recherche.

Mais aussi, et peut-être avant tout, pour ses conflits. En janvier de cette année, l'actualité internationale se met à bourdonner de (mauvaises) nouvelles en provenance de l'est de la République démocratique du Congo : un mouvement rebelle, appelé M23, conquiert progressivement plusieurs villes de la province du Nord-Kivu, jusqu'à prendre la ville de Goma dans la nuit du 26 au 27 janvier. Deux semaines plus tard, le chef-lieu du Sud-Kivu, Bukavu, tombe entre les mains du même groupe. Chacune de ces deux agglomérations compte plus d'un million d'habitants. Les Nations unies relèvent en cette fin mars près de 7,8 millions de personnes déplacées, et près de cent-mille personnes réfugiées à l'étranger.

Pourtant, il y a un peu plus d'un an à peine, les joueurs de l'équipe nationale de la RDC, engagés dans la Coupe d'Afrique des nations, saisisaient désespérément l'opportunité d'une visibilité internationale pour dénoncer la « crise oubliée » qui frappait leur pays (Le Monde, 2024). Et en juillet dernier, la prestigieuse revue *Foreign Affairs* publiait un article intitulé « The Forgotten War in Congo » (Stearns, 2024). Comment a-t-on pu basculer aussi rapidement d'un conflit *oublié* à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde, en termes de nombre de personnes déplacées (OCHA, 2025) ?

La revue *Conflicts* offrait un élément de réponse lorsqu'elle publiait, également en juillet dernier, une contribution sous le titre « Guerre au Nord-Kivu : Rapport de l'ONU sur un conflit oublié » (Agou, 2024). En effet, malgré un titre qui mettait en exergue l'invisibilisation du contexte congolais, le rapport présenté dans l'article montrait précisément que le conflit n'a jamais cessé sur les hauts plateaux du Kivu, où des générations entières de jeunes n'ont guère connu d'autre réalité que la violence depuis ce qui a été qualifié de « Première Guerre mondiale africaine ». Si le conflit congolais est oublié chez nous, c'est que l'éloignement facilite l'indifférence ; sur place, on continue simplement d'en payer le prix fort.

Une mise en perspective historique semble donc pertinente avant de plonger dans ce dossier. Trente années de violences ne sauraient se résumer en quelques lignes, et la contribution d'Aymar Nyenyezi Bisoka dans ce dossier illustre précisément les limites d'une lecture purement historique du conflit dont il est de nouveau question depuis janvier dernier. Cette séquence chronologique doit donc être comprise pour ce qu'elle est seulement : un rappel factuel de quelques événements permettant de cadrer le contexte, bien davantage qu'une liste des causes ou des sources de la crise actuelle.

Une étape décisive dans la plongée vers le chaos : les deux guerres du Congo

Les années 1990 sont des années de crise dans tout le Zaïre de l'époque — puisque c'est ce nom que le président congolais, le général Mobutu, donne au pays en 1971. Sur le plan économique d'abord, l'échec de la politique de zaïrianisation, couplé à l'explosion de la corruption qu'elle a engendrée, a profondément miné un État déjà déficient, au point que l'armée se rend coupable de pillages, conséquence directe des retards et de l'insuffisance du versement des soldes. Du reste, la fin de la Guerre froide prive progressivement le pays du passe-droit démocratique que lui procuraient sa position géostratégique et ses minerais. À cela s'ajoutent des pressions internationales qui poussent à l'ouverture démocratique comme condition de maintien de l'aide internationale. Dans ce contexte où le régime politique est déjà affaibli, le déclenchement du conflit au Burundi en 1993 provoque l'arrivée sur le territoire zaïrois d'une première vague de réfugiés. Cette dernière s'amplifie largement l'année suivante, à la suite du génocide rwandais qui pousse, à son tour, un afflux massif de personnes à franchir la frontière. Parmi elles, l'on retrouve d'anciens membres du régime Hutu ou des forces armées génocidaires, chassées par la guerre de reconquête menée par le Front patriotique rwandais dirigé par Paul Kagame. L'est du pays se trouve soumis à une pression particulièrement forte.

En même temps, la démocratisation, instaurée par Mobutu sur pression des bailleurs de fonds de l'aide internationale, n'est pas suivie que d'effets positifs : s'il rétablit le multipartisme, le dictateur instrumentalise les antagonismes ethniques et régionaux pour maintenir son contrôle sur le pouvoir. Ces tensions s'expriment notamment à l'est, dans les deux Kivu, où les populations rwandophones, les Banyarwanda, se voient reconnaître ou retirer la nationalité congolaise selon la date présumée d'entrée de leurs ancêtres sur le territoire national. La question du statut différencié accordé par Kinshasa aux divers sous-groupes de Banyarwanda suscite tensions et débats, qui s'enveniment en 1994, avec l'arrivée massive de réfugiés rwandais. Les logiques de tensions ethniques se croisent de part et d'autre de la frontière : les Hutu rwandais (anciens membres des forces armées du régime déchu et miliciens génocidaires Interahamwe) reçoivent le soutien de Mobutu tandis que les Tutsi Banyarwanda, qui contestent l'autorité de Kinshasa, dénoncent la corruption et le népotisme du président.

Cette situation de crise à l'échelle nationale, marquée par des tensions ethniques et l'affaiblissement du pouvoir central, ouvre grand la porte à une première rébellion. Elle est conduite par Laurent Désiré Kabila³ avec le soutien du Rwanda et de l'Ouganda. C'est ce que l'on appellera la première guerre du Congo — parfois qualifiée de guerre de libération -qui, entre 1996 et 1997, conduira à la chute de Mobutu, déjà affaibli par la maladie, et à la prise de pouvoir par son rival. Si Kabila, qui rebaptise le pays en République démocratique du Congo, a bénéficié du soutien de ses voisins orientaux, il sait cependant que pour asseoir son autorité sur la population congolaise, il va devoir aussi s'en distancier. C'est ce qu'il entreprend en 1998, exigeant le retrait des troupes ougandaises et rwandaises, dans un délai extrêmement bref. Cette décision s'accompagne d'un discours politique et d'une campagne médiatique agressive. En résulte un climat de haine à l'encontre des Tutsi, dont plusieurs centaines sont violemment pris à partie à Kinshasa. Les deux voisins de l'est ne sont donc guère enclins à céder à ce revirement soudain, et c'est le début de la seconde guerre du Congo, aussi qualifiée de Première Guerre mondiale africaine. Pas moins de huit autres pays de la sous-région finissent par y prendre part : certains en soutien au régime de Kinshasa (parmi lesquels l'Angola, le Zimbabwe, le Tchad et la Namibie), d'autres en opposition à Kabila (des groupes issus du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi). Toutefois, cette coalition opposée au pouvoir de Kabila n'a rien d'homogène : l'Ouganda et le Rwanda en viennent à s'affronter sur le sol congolais. Quant au principal groupe rebelle Banyarwanda, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), soutenu par ces deux pays, il se divise en deux factions, qui se partagent *grosso modo* le contrôle du territoire des Kivu. Parallèlement, d'autres groupes armés se forment contre la présence des forces ougandaises et rwandaises sur le sol congolais. Revendiquant la défense du territoire national, ils constituent un ensemble vaste et très hétérogène que l'on regroupe sous le nom de *Mai Ma*⁴.

Kinshasa les soutient, y voyant un appui bien commode, sans nécessairement les contrôler et quand bien même certains sont proches d'anciens génocidaires rwandais, entretemps regroupés sous le nom de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

La fin des années 1990 voit finalement la conclusion d'un accord de cessez-le-feu, puis d'un accord de paix. S'ouvre alors un dialogue intercongolais qui aboutira, en 2003, à la conclusion de l'Accord Global et Inclusif à Sun City (Pretoria, Afrique du Sud). Cet accord et ses conséquences actuelles sont largement analysés par Alice Grégoire et Koen Vlassenroot dans ce dossier. En janvier 2001, le président Kabila meurt assassiné, et c'est son fils, Joseph, qui lui succède. Flanké de quatre vice-présidents issus de l'opposition non armée, il prend la tête de la transition congolaise et prépare les élections qui se tiendront finalement en 2006. Il sera alors élu, c'est-à-dire *de facto* reconduit dans son mandat, avec le soutien actif de la communauté internationale qui aura pesé de tout son poids sur le processus de paix au Congo.

Brassage, intégration, mixage... les échecs de la constitution d'une armée nationale

Parmi les mesures soutenues activement par les partenaires internationaux du pays, figure l'idée d'une intégration des différentes factions armées, impliquées dans les deux guerres du Congo, dans une nouvelle armée nationale unifiée. On imagine rendre homogène cette nouvelle force par un processus d'*intégration* ou de *brassage* des différentes factions. Mais la paix ne va pas de soi : l'intégration dans l'armée nationale ne bénéficie guère aux militaires de rang inférieur, et le renoncement par certains groupes rebelles à l'action armée, en échange d'une participation au pouvoir, ne satisfait pas tout le monde. Certains reprennent ainsi les armes, en particulier à l'est du Congo, où la défense de la sécurité et des intérêts de la communauté Tutsi continuent à se heurter à la présence des FDLR. C'est dans ce contexte, et en réponse à ces tensions que Laurent Nkunda crée en 2006 le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Après sa destitution puis son arrestation début 2009, un nouvel accord de paix sera négocié pour tenter à nouveau de mettre fin aux dynamiques de conflit. Cet accord veille notamment à intégrer un nombre suffisant de militaires Tutsi aux forces armées de la RDC (FARDC), afin d'éviter qu'ils n'entrent à nouveau en rébellion. Il est signé à Goma le 23 mars 2009. Trois ans plus tard, d'anciens membres du CNDP, pourtant intégrés aux FARDC se mutinent. Ils estiment que Kinshasa n'a pas respecté ses engagements. Leur sédition donne naissance au Mouvement du 23 mars, le M23, dont le nom fait précisément référence à l'accord de Goma dont ils estiment la réalisation insatisfaisante. Avec le soutien actif du Rwanda, le M23 mène une campagne militaire très agressive, s'installe sur une partie considérable du Nord-Kivu, et prend le contrôle de Goma en novembre 2012. La communauté internationale se mobilise, le Rwanda est sommé de cesser son appui au M23, qui se voit imposer un retrait de la ville de Goma. C'est le début de nouvelles négociations avec Kinshasa, qui, entrecoupées de flambées de violence en 2013, aboutissent à un accord de paix conclu à Nairobi en décembre de cette même année. La situation reste cependant hautement inflammable, et les violences, fréquentes et nombreuses, s'ajoutent à d'autres difficultés, notamment climatiques, comme l'expliquent Sylvie Imata et Melissa Lakrib dans ce dossier.

D'hier à aujourd'hui, une continuité dans la violence

Resté relativement discret, le M23 remet le pied à l'étrier à la faveur de la seconde élection du président Tshisekedi, dont le bilan très contesté — comme l'analysent Bob Kabamba et Geoffroy Matagne dans ce dossier — ravive les tensions. Le mouvement prend progressivement le contrôle de portions de plus en plus grandes du territoire du Nord-Kivu, y compris des zones stratégiques d'exploitation de ressources minières. Au début de l'année 2025, il s'empare de Goma, puis de Bukavu. Cette fois, sa conquête militaire se double d'une tentative de structuration politique : nomination de gouverneurs, et mise en place d'une administration. Le M23

tente, avec plus ou moins de succès selon les endroits, d'assurer la couverture des services de base destinés à la population, dans une logique de contrôle territorial. Ce dernier reste toutefois morcelé, certaines localités étant parfois sous celui d'*autres* groupes armés.

C'est dans ce contexte déjà difficile à lire qu'émerge l'Alliance Fleuve Congo (AFC), un mouvement politique dirigé par Corneille Nangaa, l'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). On lui avait reproché d'avoir falsifié les résultats de l'élection de 2018, laquelle avait porté Félix Tshisekedi au pouvoir pour son premier mandat. Alors que le M23 tient, depuis sa création, un discours essentiellement centré sur le niveau local (respect de l'identité Tutsi au Kivu, maintien de la sécurité de ce groupe en particulier face à la menace des FDLR, retour des réfugiés, etc.), l'AFC porte, elle, une revendication à l'échelle nationale. Elle vise un changement de régime à Kinshasa. Les liens entre les deux groupes sont nombreux et étroits. Pour autant, il est difficile de parler de fusion ou de contrôle de l'un sur l'autre, tant l'hétérogénéité des acteurs, l'un des traits les plus indiscutables du contexte congolais, se vérifie une fois encore en l'espèce. De même, la situation actuelle est loin de se limiter à un affrontement entre les FARDC et le M23, car de nombreux autres groupes armés, notamment les *Mai Mai*, interviennent dans les violences. Des quelque vingt groupes armés signataires de l'accord de Goma en 2009, on en recense aujourd'hui près de cent. Leurs liens sont plus ou moins faciles à établir, leurs zones d'influence s'imbriquent les unes aux autres, tandis que leurs alliances évoluent au gré des circonstances. Enfin, jusqu'à l'offensive du M23 sur Goma, puis sur Bukavu, qui a provoqué tantôt leur reddition, tantôt leur repli, de nombreuses forces nationales et internationales étaient présentes au Kivu. Certaines opéraient illégalement, d'autres à la demande du gouvernement congolais. On y trouvait également des troupes sous mandat de l'ONU, ou envoyées par diverses organisations régionales africaines distinctes, sans parler de mercenaires engagés par Kinshasa.

La situation n'a donc rien de simple. Elle est peu lisible. Les acteurs armés sont nombreux, leur stratégie n'est pas toujours évidente, et elle évolue du reste au gré des occasions et des événements. Une autre caractéristique indiscutable du contexte congolais tient au fait que les populations civiles en font systématiquement les frais. Trente ans de conflit, ce sont trente ans de souffrances et d'exactions. Ce sont des générations entières d'enfants qui n'ont jamais connu la paix ou la sécurité, dans un paysage ironiquement idyllique : les plateaux du Kivu, où une l'altitude tempère le climat tropical et écarte les maladies endémiques. Un cadre paradisiaque pourtant théâtre d'un enfer quotidien.

L'objet du présent dossier n'est ni de donner les clés pour comprendre la guerre ni de présenter les positions des parties belligérantes. Encore moins d'essayer de prédire l'issue de ce conflit. De nombreuses publications récentes ont tenté cet exercice, avec plus ou moins de succès. L'ambition de ce dossier, pensé bien avant la (nouvelle) prise de Goma par le M23 et l'AFC, est de combiner une vision globale et une actualité plus brûlante. La résurgence du conflit aura posé un double défi : d'abord, celui de publier dans ces pages un dossier une réflexion pertinent sur le fond, sans perdre de vue l'actualité récente. Ensuite, il s'est agi de réunir des contributions de collègues, parfois directement ou indirectement confrontés à des situations d'une grande difficulté, voire d'une grande détresse. Certain-es avaient exprimé le souhait de contribuer à ce dossier, mais n'ont pas été dans les conditions de pouvoir rédiger leur texte. Nous leur rendons hommage, nous leur exprimons tout notre soutien et toute notre solidarité. Puissent-ils, dans un avenir proche, retrouver des conditions de sécurité et de vie apaisée qui leur permettront un jour, qui sait, de faire entendre leur voix dans ces pages.

Pour commencer ce dossier, Bob Kabamba et Geoffroy Matagne dressent un bilan sans complaisance des deux mandats présidentiels — le second étant en cours — de Félix Tshisekedi. Dans une approche factuelle, presque chronique, ils nous présentent les stratégies successives menées par le chef d'un État souvent

qualifié de fragile, dans un contexte mouvant. Ils montrent ainsi que la crise actuelle ne peut être réduite ni à la seule nature du régime ni à sa seule gestion. Ils soulignent aussi que les modalités de sa prise en charge entraînent des conséquences loin d'être négligeables.

Alice Grégoire et Koen Vlassenroot réalisent un exercice de changement de focale. Dans un premier temps, ils zooment sur un événement très précis : la conclusion de l'accord global et inclusif de Sun City, en 2003, dont ils décortiquent la logique de partage du pouvoir comme clé d'une paix durable au Congo. Dans un second temps, ils prennent un recul chronologique et, analysant les ressorts de cette logique de partage du pouvoir sur les presque 25 dernières années, ils montrent comment l'intention initiale sans doute louable de l'inclusivité comme clé de voute d'un projet de pacification pérenne en est finalement arrivée à créer une subversion totale de l'espace démocratique, figeant toute possibilité de débat et donc d'évolution.

Sylvie Imata Bulaya et Melissa Lakrib font parler les voix congolaises. À partir d'entretiens réalisés dans la province du Sud-Kivu, elles mettent en lumière l'imbrication des multiples dimensions de la crise qui secoue la région : environnementale, sécuritaire, institutionnelle, politique et humanitaire. Les chercheuses montrent comment ces différentes facettes interagissent dans une dynamique systémique. Leur travail illustre également la manière dont cette polycrise se manifeste à la fois dans les faits et dans les perceptions des acteurs, ou des victimes, de ce contexte difficile. Il rappelle enfin à quel point il est absurde de négliger ces perceptions locales au nom d'une efficacité globale qui pourrait bien dépendre, au contraire, de leur prise en considération,

Aymar Nyenyenzi Bisoka clôt ce dossier par une prise de distance. Revenant plus spécifiquement sur la résurgence du conflit au Kivu depuis janvier 2025, il insiste sur trois insuffisances – voire trois angles morts – dans l'analyse, notamment médiatique, qui est généralement livrée sur la situation. En questionnant les causalités profondes de la guerre, il met en avant les logiques d'opportunité et les calculs de gains immédiats des acteurs face aux causes structurelles plus lourdes « révélées », parfois un peu vite, par l'Histoire. En confrontant le prétendu exceptionnalisme africain à d'autres conflits contemporains, il rappelle que les logiques de guerre présentent, d'un continent à l'autre, de nombreux points communs. Mettre ces parallèles en lumière s'avère souvent plus fécond que de s'attarder sur une supposée singularité. En replaçant le conflit dans le sillage de l'histoire coloniale du Congo, il invite à interroger notre recours systématique à la souveraineté territoriale comme clé d'explication – commode mais simpliste – de la guerre. Finalement, il inscrit au cœur de son analyse du conflit congolais la notion d'*agence*, c'est-à-dire l'autonomie de décision des acteurs face au poids des structures. Cette approche permet non seulement de comprendre en profondeur le conflit congolais, mais est aussi un rappel salutaire pour lire le monde contemporain.

Bibliographie

- Agou, Fleury. 2024. « Guerre au Nord Kivu : Rapport de l'ONU sur un conflit oublié ». *Conflits, revue de géopolitique*. 10 juillet. Article en ligne. Dernière consultation le 2 mai 2025. <https://www.revueconflits.com/guerre-au-nord-kivu-lonu-eclaire-un-conflit-tres-meurtrier>
- Le Monde. 2024. MILIANI, Adel. « République démocratique du Congo : comprendre la « crise oubliée » que dénoncent les footballeurs de la CAN ». 10 février. Article en ligne. Dernière consultation le 2 mai 2025. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/02/10/republique-democratique-du-congo-comprendre-la-crise-oubliee-que-denoncent-les-footballeurs-de-la-can_6215870_4355770.html
- OCHA. 2025. Robinet, Fabrice. « Une heure pour repartir : l'exode sans fin des déplacés congolais ». 27 mars. Article en ligne. Dernière consultation le 2 mai 2025. <https://news.un.org/fr/story/2025/03/1154361>
- Stearns, Jason. 2024. « The Forgotten War in Congo. To Stop the Growing Crisis in the Country's East, the

1. C'est le Traité de Versailles qui attribue le mandat d'administrer le Ruanda-Urundi, colonie allemande, à la Belgique. Ce mandat sera suivi d'une tutelle, telle que prévue par la Charte des Nations unies jusqu'à l'indépendance respective des deux États, en 1962. Ces derniers n'ont donc jamais été des colonies belges *stricto sensu*. ↩
2. L'approche dite bilantaire (*balance-sheet approach*) de la colonisation met en avant une série de bienfaits présumés de cette période comme contreparties qui en justifieraient, en quelque sorte, les conséquences négatives. ↩
3. Laurent Désiré Kabila est littéralement un opposant politique de la première heure à Mobutu. Engagé dès 1960 dans la rébellion armée, il vit dans le maquis jusque dans les années 1985. Sorte de révolutionnaire professionnel bien connu sur la scène congolaise, il refait surface en 1996. ↩
4. Le terme *Mai* qui signifie *eau*, en lingala comme en swahili, renvoie aux propriétés considérées comme magiques de cet élément. Ces combattants croyaient en ses vertus protectrices. Cette croyance s'inscrit dans une mémoire plus ancienne, celle de la révolte Maji Maji de 1907 au Tanganyika. ↩

1. C'est le Traité de Versailles qui attribue le mandat d'administrer le Ruanda-Urundi, colonie allemande, à la Belgique. Ce mandat sera suivi d'une tutelle, telle que prévue par la Charte des Nations unies jusqu'à l'indépendance respective des deux États, en 1962. Ces derniers n'ont donc jamais été des colonies belges *stricto sensu*. ↩
2. L'approche dite bilantaire (*balance-sheet approach*) de la colonisation met en avant une série de bienfaits présumés de cette période comme contreparties qui en justifieraient, en quelque sorte, les conséquences négatives. ↩
3. Laurent Désiré Kabila est littéralement un opposant politique de la première heure à Mobutu. Engagé dès 1960 dans la rébellion armée, il vit dans le maquis jusque dans les années 1985. Sorte de révolutionnaire professionnel bien connu sur la scène congolaise, il refait surface en 1996. ↩
4. Le terme *Mai* qui signifie *eau*, en lingala comme en swahili, renvoie aux propriétés considérées comme magiques de cet élément. Ces combattants croyaient en ses vertus protectrices. Cette croyance s'inscrit dans une mémoire plus ancienne, celle de la révolte Maji Maji de 1907 au Tanganyika. ↩



EMMANUEL KLIMIS

Auteur

enseigne les relations internationales et la science politique à l'Université Saint-Louis Bruxelles. Docteur en science politique et diplômé en droit international public, il travaille sur les États qualifiés de fragiles et sortant de conflit, principalement dans la région des Grands Lacs et le Sahel, et leurs relations avec la communauté internationale. Il est aussi très impliqué dans la coopération universitaire avec l'Afrique.

ARTICLE(S) DE L'AUTEUR



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Je souscris à un

ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE

ABONNEMENT PAPIER

ABONNEMENT COMBINÉ

DE EMMANUEL KLIMIS



Désoublier le Congo...

Quatre contributions ne suffisent pas...

»



Paysage non gouvernemental : pression technocratique et logique du marché

La coopération non gouvernementale au...

»





La gueule de bois pour la communauté internationale

Malgré la tragédie qu'elle incarne...



 S'inscrire à l'infolettre

Envoyer

LA REVUE NOUVELLE

Une revue intellectuelle dans le débat démocratique

La Revue nouvelle, ce n'est pas emmagasiner de l'information en plus. C'est, dans le temps maîtrisé d'un périodique et d'une réflexion argumentée...

MENU

[Accueil](#)

[La revue](#)

[Publications](#)

[Blogs](#)

[Abonnements](#)

LIENS UTILES

[Points de vente](#)

[Soutiens et collaborations](#)

[Short presentation](#)

[Offres d'emploi](#)

CONTACT

 Rue du Marteau 19

 1000 Bruxelles

 redaction@revuenouvelle.be

 +32 (0) 2 640 31 07